



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

lutte contre les inégalités dans les territoires

Question au Gouvernement n° 889

Texte de la question

LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS DANS LES TERRITOIRES

M. le président. La parole est à M. Nicolas Turquois, pour le groupe du Mouvement démocrate et apparentés.

M. Nicolas Turquois. Monsieur le ministre de la cohésion des territoires, le Président de la République a annoncé en début d'après-midi une série de mesures destinées aux quartiers défavorisés de notre pays. Ces banlieues, ces villes de taille moyenne, mais aussi ces territoires ruraux ont le sentiment d'être soit laissés pour compte, soit au contraire stigmatisés pour les problèmes que l'on y rencontre.

M. Stéphane Peu. C'est la réalité !

M. Nicolas Turquois. Ce sont des millions de nos concitoyens qui aspirent à vivre tranquillement dans ces lieux, à y travailler et à se côtoyer le plus normalement du monde. Il est temps de considérer l'ensemble des questions : la question sociale, celles de l'emploi, de l'éducation, de la pauvreté plus importante qu'ailleurs et de la promiscuité qui augmente les tensions et qui rend la tâche plus difficile à tous ceux qui font tout pour s'en sortir, pour améliorer leur quotidien et celui de leur famille. C'est à ceux-là en priorité que l'État et la société doivent apporter des réponses en les soutenant dans leur volonté d'émancipation. Pour être efficaces, ces réponses ne doivent pas conduire à une mise à l'écart de ces quartiers, ni au saupoudrage des mesures. Trop souvent, en multipliant les plans et les outils spécifiques, on a contribué à faire des habitants des citoyens d'exception et des quartiers défavorisés, des lieux à l'écart de la règle républicaine commune.

Le groupe MODEM insiste sur la nécessité absolue de raccrocher ces territoires pour les inscrire dans la continuité républicaine. Le Président de la République a annoncé ce matin qu'il entendait y répondre en leur donnant « les mêmes droits et des droits réels ». Voilà bien l'essentiel. Tout ne peut passer par la seule question des moyens, il nous faut travailler sur la cohérence des politiques que nous menons, entre la rénovation urbaine – importante –, la place de l'école, l'éducation à la civilité et la politique de l'emploi et de la mixité sociale. Monsieur le ministre, dans l'objectif dessiné par le Président de la République, comment le Gouvernement compte-t-il répondre à cet impératif de cohérence de l'action pour donner un avenir à tous les territoires les plus défavorisés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires. Monsieur le député, vous avez fondamentalement raison, l'enjeu – un enjeu d'unité nationale ! – est assez simple : la véritable et la seule question est de savoir comment remettre la République au cœur des quartiers. La République est exigeante, mais chacun d'entre nous est en droit d'en attendre ce qu'elle doit apporter : les services publics, la sécurité, les mesures fortes annoncées par le Président de la République ce matin en matière de police de

sécurité du quotidien, d'association avec les polices municipales et de lutte contre les trafics de stupéfiants. Je pense aussi à la question du cadre de vie qui fait, elle aussi, partie des mesures fortes annoncées par le Président de la République.

Vous abordez ensuite la question de l'émancipation. La France doit être une chance pour tous. Notre devoir - la promesse républicaine - consiste à donner à chacun les mêmes chances de réussite où qu'il soit, quel que soit le lieu où il est né ou a habité. Cela aussi passe par des mesures très concrètes : 30 000 places en crèche, 30 000 stages de troisième, toute la mobilisation en faveur de l'éducation nationale, de l'apprentissage et de la formation professionnelle, les engagements que nous demandons aux entreprises pour lutter contre la discrimination à l'embauche. Car la promesse républicaine n'est jamais aussi bafouée que lorsque vous avez fait des études, que votre famille s'est donné du mal, et qu'à la fin vous avez deux fois et demie moins de chances que d'autres d'être embauché dans une entreprise. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Enfin, monsieur le député, si ma mémoire est bonne – je parle sous le contrôle collégial –, la première fois qu'on a parlé de plan pour les banlieues, c'était sous Raymond Barre ; je n'étais pas né. Il est grand temps de se demander si l'on peut adopter une méthode différente, si l'on ne réussira pas plutôt avec une approche de projet, grâce à la confiance accordée aux acteurs et à la dynamique que nous avons recréée malgré les désaccords. C'est en tout cas le pari que nous faisons, et je crois que nous avons raison. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. Christian Jacob. Vous rendez-vous compte de ce que vous dites ?

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Turquois](#)

Circonscription : Vienne (4^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 889

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Cohésion des territoires (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Cohésion des territoires (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 mai 2018](#)